

Les changements politiques dans les deux pays ont vu progressivement s'éloigner la France et l'Allemagne, qui donnent l'impression de ne plus partager la même vision du monde. Ne rayons pas de nos mémoires le traité de l'Élysée de janvier 1963 qui a amorcé un destin commun entre nos deux Nations. Fin connaisseur des relations franco-allemandes grâce à sa double expérience acquise dans les sphères militaire et industrielle, le GCA (2S) Arnaud Sainte-Claire Deville propose de nous saisir de l'opportunité de l'élan donné par cette loi de programmation militaire pour relancer les relations entre les deux armées de terre.

Dans un contexte marqué par une détérioration générale de la relation franco-allemande, le domaine spécifique de la coopération de défense n'échappe pas à cette tendance. Pour autant la nouvelle LPM votée de ce côté du Rhin et, en regard, les efforts budgétaires conséquents annoncés par l'Allemagne constituent une opportunité pour redynamiser cette coopération de façon pragmatique et constructive, en particulier dans le domaine terrestre. Après avoir tenté de donner quelques clefs de compréhension au fossé qui semble se creuser entre les deux nations, cet article se propose d'esquisser dans trois domaines clefs que sont la formation, l'engagement opérationnel et le capacitaire, quelques pistes concrètes d'actions à mener à partir d'un existant, souvent omis, voire décrié, pourtant bien présent.

Alors que l'on observe le retour de la guerre de haute intensité susceptible d'être conduite en particulier sur le théâtre européen, il est essentiel de souligner la différence de culture stratégique de nos deux armées de terre.

Alors que nous continuons à privilégier un modèle médian, que nous estimons adapté à relever les différents défis des engagements de l'armée de terre, aussi bien dans le cadre de la solidarité stratégique, que de la prévention-influence comme de la protection-résilience, l'armée de terre allemande, même si elle a acquis au cours des trois dernières décennies une réelle capacité à intervenir loin de ses frontières, se recentre sur son cœur de métier historique, à savoir sa contribution à la défense de l'espace territorial de l'Alliance.

De façon plus ou moins consciente, le haut état-major allemand, s'il a un vrai respect pour la compétence de l'armée de terre française à conduire des opérations extérieures de contre-insurrection, se montre dubitatif quant à sa capacité à conduire des opérations d'envergure en contexte de haute intensité. La défaite de 40 continue de peser lourdement dans cette appréciation négative. Dans le subconscient de la culture militaire terrestre allemande, l'armée de terre française reste celle qui a été défaite en quelques semaines au cours de ce sombre printemps 1940. De plus notre modèle médian privilégiant des véhicules blindés à roues aptes à la projection mais moins mobiles tactiquement que des véhicules chenillés (privilégiés de l'autre côté du Rhin,) n'est pas de nature à modifier cette appréciation. Alors que nous revoyons à la baisse le rythme de modernisation de nos LECLERC, les Allemands accélèrent sur le plan qualitatif (annonce du Léopard 2 A8) comme sur le plan quantitatif (création de deux nouveaux bataillons de chars pour passer de 200 à 300 chars en ligne).

Il n'est donc pas étonnant dans ce contexte, pour reprendre l'analyse de plusieurs spécialistes, que la France n'apparaisse plus aujourd'hui pour la communauté de défense en Allemagne que

comme un partenaire dont l'importance est en recul, cela étant tout particulièrement vrai dans le domaine terrestre.

Certes comme une petite musique, régulièrement reprise de-ci de-là pourrait le laisser croire, nous pourrions, prenant en compte ces fortes divergences, délaissier cette relation. Or l'Allemagne reste incontournable, si nous voulons avancer dans la construction d'une Europe de la Défense, capable de protéger ses citoyens et de relever les défis sécuritaires qui concernent le territoire européen comme les enjeux liés à l'immigration en général et panafricaine en particulier. Seul un couple franco-allemand solide aussi sur les aspects défense pourra sensibiliser, via notre partenaire allemand, les Européens du Nord et de l'Est à ces défis !

La coopération de défense dans le domaine terrestre peut, en s'appuyant sur l'existant, apporter une contribution pragmatique, tout en se gardant de toute envolée lyrique.

L'exploitation du dispositif de formation initiale des officiers français (respectivement allemands) en est un premier exemple. En effet, alors que les officiers allemands ayant suivi ce cursus quittent ou viennent de quitter la *Führungsakademie* comme tout jeune breveté, leurs *alter ego* français commencent à intégrer l'enseignement militaire supérieur du 2^e degré. Bien au-dessus de l'interopérabilité des matériels ou des procédures, celle des esprits peut permettre une meilleure compréhension de l'autre et dissiper les préjugés et idées reçues qui pervertissent notre relation bilatérale. Ce vivier restreint d'officiers brevetés possédant par leur cursus antérieur une véritable double culture doit faire l'objet d'une gestion fine de la part des DRH française comme allemande, en leur garantissant un parcours professionnel qualifiant dans leur propre armée tout en identifiant des périodes privilégiées les amenant à servir dans des états-majors opérationnels ou centraux de l'autre armée. L'objectif est bien d'employer le plus intelligemment possible ces officiers, en particulier en n'en faisant pas seulement des « *spécialistes du franco-allemand* », mais surtout des généralistes « *comprenant le partenaire allemand* ».

La deuxième opportunité est offerte par la BFA. Souvent injustement critiquée et vilipendée (en particulier par ceux qui n'y ont jamais servi !), cette unité dispose dès le temps de paix d'un état-major permanent, outil remarquable pour améliorer la connaissance réciproque de la culture militaire de l'autre, puissant gage d'efficacité dans le cas d'un engagement opérationnel. La BFA, désignée en avril 2004 pour assurer dans le cadre de l'ISAF (sous commandement de l'Eurocorps) le mandat de juillet 2004 à janvier 2005 de la *Kabul Multinational Brigade* (KMNB), sut ainsi parfaitement relever le défi opérationnel. Articulée autour de deux bataillons appartenant organiquement à la brigade et un troisième multinational, la brigade s'appuya sur un état-major à 80 % franco-allemand, dont la moitié servait déjà au sein de l'état-major temps de paix de la brigade. La bonne intégration des 40 autres pourcents (Français et Allemands « *de l'intérieur* ») fut facilitée par ces pratiquants au quotidien du franco-allemand. Face au mauvais procès de la non-interopérabilité de la BFA, j'opposerai la certification réussie (prononcée en binational) de l'état-major lors d'un Aurige numérique en 2017, pilotée par une équipe binationale dont le chef était un officier général britannique, adjoint opérationnel de notre 1^{re} Division.

Dans le cadre de la solidarité stratégique avec nos alliés, il serait intéressant en s'appuyant sur

ce vécu de prévoir en planification des scénarios d'engagement d'une brigade franco-allemande autour de ce noyau dur de la BFA, garant *ab initio* d'un niveau correct d'interopérabilité. La participation régulière (mais sans être systématique) d'éléments franco-allemands de la BFA à des missions de renforcement du flanc Est de l'OTAN serait de nature à conforter sa crédibilité opérationnelle. Des possibilités comme « *Lynx* » en Estonie et « *Aigle* » en Roumanie sous la responsabilité française ou en Lituanie sous la responsabilité allemande méritent d'être exploitées.

Le domaine capacitaire, pour peu que l'on adopte une approche réaliste et pragmatique, offre aussi des opportunités pour redynamiser une coopération qui au-delà des grandes déclarations politiques (certes nécessaires, mais toujours insuffisantes !), est pour le moins atone. Sans remettre en question notre choix d'une armée de forces médianes, réactive, agile et soutenable, qui fait le choix de la cohérence plus que de la masse, il existe en matière capacitaire des convergences possibles avec une armée de terre allemande viscéralement très attachée à sa culture blindée-chenillée.

Il ne s'agit pas ici d'évoquer le *MGCS*^[1], qui se situe dans un cadre espace-temps dépassant ces quelques réflexions. Son arrivée dans les parcs, au mieux en 2050, pose cependant le problème de la rénovation de nos propres *Leclerc* qui, compte tenu du tuilage avec l'arrivée de ces nouveaux matériels, seront encore en service dans une bonne partie de la deuxième moitié de ce siècle. La rénovation en cours du char *Leclerc* se limite en fait à une « *scorpionisation* » avec quelques timides améliorations dans le domaine de la protection. Alors que le *Leopard 2* est en passe d'aborder son 8^e incrément d'amélioration depuis 1980 avec une version A8 en préparation, alors que KNDS^[2] a présenté au dernier salon *Eurosatory* l'intégration possible d'équipements de nouvelle génération^[3] (protection, LAD^[4]...), alors que les Émirats arabes unis réfléchissent également sur l'amélioration de leurs propres XL, les conditions semblent réunies pour concevoir et développer en franco-allemand, en s'appuyant sur un acteur industriel binational comme KNDS, des solutions pour améliorer et garantir la pérennisation du *Leclerc* à un juste niveau de performances.

Le retour au premier plan de l'importance de l'artillerie à travers le conflit ukrainien offre également des possibilités communes de développement tant dans le domaine des lanceurs que celui des munitions.

Enfin les domaines de la mobilité et de la contre-mobilité qui reviennent eux aussi au centre des discussions, peuvent également offrir d'autres opportunités de développement en commun.

Le projet capacitaire TITAN qui vise à reporter sur les forces lourdes l'effort fait sur les forces médianes avec SCORPION pourrait intégrer ces domaines de coopération.

La coopération avec nos partenaires allemands reste dans le domaine terrestre comme dans bien d'autres un exercice difficile, mais pas impossible. Il serait à mon sens dangereux de céder par facilité et conformisme intellectuel à la tentation de tout arrêter.

Alors que l'Allemagne va porter son effort budgétaire de défense à 75 Md € annuel dès 2024 (à comparer avec nos 47 Md €), il serait inconséquent de ne pas chercher à entretenir et à

développer les liens avec cet incontournable partenaire géostratégique en Europe, comme dans les approches de ce continent. Des opportunités existent à partir d'un existant bien réel et pour lequel des investissements ont été consentis depuis de nombreuses années. Nos deux armées ont une opportunité pour écrire en commun une feuille de route pragmatique et concrète dans les trois domaines clefs de la formation, de l'engagement opérationnel et des équipements.

NOTES :

1. [Programme d'armement MGCS - Wikipédia.](#)
2. Krauss Maffei Nexter Defense System.
3. Ces équipements étaient intégrés sur la plate-forme de démonstration de l'E-MBT développé par KNDS.
4. Lutte Anti-Drones.